

Paris le 31 octobre 1970

Chère Catherine COQUERY-VIDROVITCH,

Je vous remercie vivement de l'envoi de votre communication au Congrès de Varna que j'ai lue - je dirais plutôt étudiée - avec le plus grand intérêt. Je trouve votre exposé excellent, tant par la solidité de votre démonstration que - aussi - par le courage moral dont vous avez fait preuve en vous attaquant d'une tribune aussi traditionaliste que celle-là au mythe de l' "identité fallacieuse impérialisme = colonisation". Vous avez raison, le phénomène colonial, de 1880 à la dernière guerre mondiale, ne fut qu'un avatar de l'impérialisme qui existait bien avant lui, et, tout en étant une nécessité historique, ^{il} n'en ~~constitua~~ constitua pas moins une contradiction et une entrave.

Les remarques que je me permets de formuler ci-après visent moins ce que vous avez dit que ce que vous avez, à mon sens, omis de dire. Elles peuvent se placer sous deux têtes de chapitre: l'exportation des capitaux d'une part, le rôle des colons en tant que force hostile à l'impérialisme ou, si vous préférez, en tant qu'incarnation de la contradiction dont vous faites état vous-même, d'autre part. Sur le premier point, il n'y a pas de désaccord essentiel entre nous; je pense seulement que vous n'allez pas assez loin. Mais en ce qui concerne le second, je crois que le fait de n'en tenir aucun compte conduit quelquefois la chaîne étiologique de votre raisonnement à une rupture que dissimule mal le recours à des causes psychologiques, de prestige, de nationalisme exacerbé etc., ou, ce qui est plus grave, à certaines affirmations (p.e. Tschombé stipendié de l'Union Minière), lesquelles pour être conformes à une version populaire généralement admise, n'en contredisent pas moins les faits historiques.

EXPORTATION DU CAPITAL.

Loin de moi l'idée de minimiser l'importance du livre de Lénine,

mais force m'est de constater que ses limites ne furent pas seulement celles de l'empirie. Sur le plan théorique pur, Lénine a fait une chose inadmissible: il a identifié les avoirs à l'étranger avec l' exportation du capital, sans, tout au moins, s'en expliquer, si tant est qu'il voulait délibérément introduire une nouvelle terminologie. Or, il est évident qu'un investissement étranger peut s'accroître par auto-financement sans avoir besoin d'une nouvelle exportation de capital, et il peut même s'accroître parallèlement à une importation de capital vers le pays titulaire.

C'est exactement ce qui s'est passé avec l'Angleterre entre 1870 et 1913. Non seulement, il n'y a pas eu exportation de capital pendant cette période, mais il y a eu importation nette de capital en Angleterre, laquelle est évaluée par plusieurs économistes (dont Keynes) à environ la moitié du rendement des investissements déjà existants à l'étranger, l'autre moitié s'accumulant sur place.

S'il y a eu quelque exportation de capital de l'Angleterre, ce fut avant 1870, et cela vous le dites, mais même alors, elle ne semble pas avoir été très importante.

(Par ailleurs le point 3 de la définition de Lénine est un non-sens économique. Que signifie l'exportation des capitaux prenant le pas sur l'exportation des marchandises? La seule forme matériellement possible d'exportation du capital est l'exportation de marchandises ou de services. Exportation de capital n'est autre chose qu'un excédent de la balance commerciale consolidé. S'il y a une chose que l'exportation du capital peut remplacer c'est l'importation de marchandises non l'exportation. En effet, quand on a exporté un certain quantum de marchandises on a le choix entre deux solutions uniquement: toucher la contre-valeur ou ne pas la toucher. Dans le premier cas, on a une importation équivalente de marchandises et on n'en parle plus; dans le second, on a constitution d'un avoir à l'étranger, donc exportation de capital. En dehors de cela, il n'y a pas d'autre exportation de capital matériellement possible. Ce

qui aurait un sens, c'est de dire que l'exportation de biens d'équipement prend le pas sur celle de biens de consommation finale, mais cela est une autre affaire.)

Si, cependant, ce qui compte - et ce serait alors ce que Lénine aurait omis d'expliquer - n'est pas les exportations nettes de capital, mais le niveau des investissements atteint et commandé par la métropole, quelle qu'en soit leur source (intérieure ou extérieure), alors l'impérialisme américain actuel ne mérite nullement la qualification de superimpérialisme, du moins sur ce point, par rapport à l'impérialisme anglais de 1913.

Les investissements anglais à l'étranger en 1913 s'élevaient à + 4 milliards de Livres-or de l'époque. En valeur réelle, cette somme équivaut à plus de 50 milliards de Livres-papier d'aujourd'hui, soit plus de 120 milliards de dollars d'aujourd'hui. Or, le total des investissements privés des Etats-Unis dans le monde entier avait atteint à la fin de 1969 la somme de 70 milliards de dollars.

Donc, les investissements de l'Angleterre en 1913 étaient en termes absolus sensiblement supérieurs à ceux des Etats-Unis en 1969. Mais la comparaison en termes absolus entre une Angleterre de 45 millions d'habitants au niveau économique de 1913 et une Amérique de plus de 200 millions au niveau de 1969 est très peu significative. Il faut rapporter ces investissements aux revenus nationaux des pays investisseurs et éventuellement à ceux des pays investis. Alors nous trouvons que les investissements totaux de l'Angleterre en 1913 représentaient quelque chose comme une fois et demie son revenu national annuel, alors que les investissements totaux actuels des Etats-Unis ne représentent que moins du dixième de leur revenu national annuel. La comparaison par rapport aux revenus nationaux des pays investis nous conduirait à des résultats du même ordre de grandeurs.

Bien sûr, je comprends que le qualificatif de superimpérialisme n'est pas lié à la seule évaluation des investissements mais au fait qu'il s'agit d'un impérialisme superposé à d'autres impérialismes, mais pourquoi parler avec tant d'emphase des investisse-
XXXXX

ments actuels des Etats-Unis à l'étranger lorsque l'Angleterre avait fait quinze fois mieux il y a plus d'un demi-siècle? Si les investissements constituaient la dimension, ~~XXXXXX~~ sinon unique du moins essentielle, de l'impérialisme et partant du superimpérialisme, la comparaison ci-dessus nous conduirait à des conclusions inattendues concernant son évolution en général au cours du 20e siècle. Mais constituent-ils cette dimension? C'est de cela que je doute.

COLONISATION.

Je suis tout à fait d'accord avec vous que le phénomène colonial fut plutôt un "handicap" et un "avatar du processus impérialiste", et qu'en tout cas il s'accorde mal historiquement avec le stade monopoliste, lequel ne s'achève que lorsque le premier commence à disparaître. Mais à force de ne voir comme acteurs de la phase coloniale que les impérialistes eux-mêmes, c'est-à-dire le grand capital financier, monopoleur (au moins par vocation) et investisseur, vous attribuez cette phase aux contradictions (et complications) internes de l'impérialisme international, de sorte qu'à la limite votre exposé conduit à penser que quelque erreur technique a pu être commise.

Je ne conteste nullement la validité de votre analyse historique. Les causes que vous mentionnez sont réelles et ont joué leur rôle, mais je ne crois pas que ce rôle fût exclusif, et à côté de ces causes, pour ainsi dire immanentes à l'impérialisme, et qui se traduisent toutes par un facteur négatif - manque de résistance des impérialistes au courant colonialiste qui contredisait fondamentalement leurs intérêts - je vois un facteur positif: les colonisateurs eux-mêmes, et j'englobe dans cette catégorie, non seulement les colons proprement dits, mais tout ce monde de l'import-export, y compris les agents locaux des grandes compagnies métropolitaines, et les fonctionnaires coloniaux (tout au moins subalter~~XXXX~~nes), sans oublier les correspondants et les répondants métropolitains de ces groupes d'intérêts. Pour ceux-là, la phase coloniale n'était ni une "entrave", ni une "contradiction", ni une "dénaturation"; mais leur raison d'être et leur revendication suprême.

Ces éléments étaient les bénéficiaires du colonialisme et par conséquent ses promoteurs, sans contradiction et sans réserve, et en tant que tels et selon votre propre analyse anti-impérialistes. Ils entrèrent dès le départ en conflit avec leurs métropoles respectives, donc avec l'impérialisme, objectivement en tout temps, subjectivement en temps de crise, allant jusqu'à le combattre les armes à la main, (Algérie, Congo, Biafra etc.)

La méconnaissance de ce facteur par les marxistes est à la base de beaucoup de malentendus et du manque de véritable dialogue entre eux et les peuples décolonisés. La "protection des peuples Bantous" était sans doute un prétexte fallacieux des missionnaires et de l'impérialisme anglais pour justifier sa politique de force contre les Boers, mais si j'étais Bantou je n'aurais jamais pardonné à Lénine d'avoir pris en 1900 si ardemment le parti des Boers contre l'Angleterre, ni, bien sûr, à Mao-Tse-Tung d'avoir soutenu en 1969 la sécession de Biafra.

Au Congo, où j'ai une expérience personnelle des événements, vécue sur le terrain, je peux vous assurer que Tschombé n'était nullement l'homme de l'Union Minière, si par cette appellation vous entendez le trust monopoliste belge qui se trouve derrière l'entreprise katangaise, c'est-à-dire la Société Générale de Belgique, et non pas les agents locaux résidant à Elisabethville. Tschombé était l'homme des colons blancs et l'ennemi numéro un de l'impérialisme belge-américain, lequel a fini par l'abattre, en l'attaquant physiquement, une première fois à Elisabethville sous le pavillon des troupes de l'ONU, une deuxième fois en envoyant des pilotes cubains anti-castristes bombarder ses mercenaires à Bukavu et enfin une troisième fois en envoyant un agent du C.I.A. le kidnaper personnellement et le livrer à Alger.

Celui qui était l'homme du grand capital financier belge, tout au moins au départ, c'était Lumumba, émule du parti libéral belge, c'est-à-dire du parti de la haute finance, sorti de prison avec remise de peine (détournement de fonds) grâce à l'intervention de ce parti, et aidé sur tous les plans par ce même parti à fonder le MNC. (Si les détails de l'affaire congolaise vous intéres-

sent, nous pouvons avoir un entretien à ce sujet).

Vous dites que la facilité de la décolonisation était conditionnée par l'intention d'éliminer les contraintes non-économiques. Je suis d'accord que les colonies n'étaient plus payantes pour les métropoles et que la domination politique était devenue une charge. Mais encore une fois vous vous arrêtez au facteur négatif. Faire l'économie des frais de l'administration directe peut expliquer une certaine attitude passive, ce n'est pas un motif suffisant pour expliquer la précipitation avec laquelle on a procédé dans beaucoup de cas à l'octroi de l'indépendance. Il fallait pour cela une motivation positive, et celle-ci fut la nécessité où se sont trouvées à un moment donné les métropoles de prendre de vitesse leurs propres ressortissants-colons qui menaçaient un peu partout de faire sécession et de former des Etats Blancs. C'est tout à fait visible au Congo Belge où inopinément, froidement, sans aucune pression, on décida l'indépendance immédiate, alors que personne ne la réclamait, ne l'imaginait même pour avant deux ou trois ans, mais à des degrés divers cela a constitué une préoccupation qui a pesé un peu partout sur la balance.

(Les communistes français ont bien vu ce danger de sécession des colons lorsqu'ils participaient au premier gouvernement après la guerre et qu'ils détenaient des postes de responsabilité dans l'Administration coloniale. Suret-Canale, par exemple, a pertinemment répondu à ceux qui reprochaient au P.C.F. de ne pas avoir lancé à l'époque le mot d'ordre de l'indépendance, en faisant remarquer que dans l'absence de toute structure politique indigène, l'indépendance signifiait alors sécession et formation d'Etats Blancs du type de l'Afrique du Sud ou de la Rhodésie).

S'il en est ainsi, une question capitale surgit: Pourquoi l'impérialisme s'acharne-t-il à contrer les colons Blancs sécessionnistes? Décolonisation pour décolonisation, quelle différence cela lui fait-il qu'elle se fasse au profit des indigènes ou au profit des colons?

Si l'élément essentiel de l'impérialisme était les investissements

des sociétés multi-nationales, en effet on ne voit pas de différence, si ce n'est en faveur des Etats Blancs sécessionnistes. Les sociétés multi-nationales investissent énormément plus au Canada et déjà plus en Rhodésie qu'en Tanzanie ou en Ouganda. Mais justement je ne crois pas que les investissements directs et les mouvements des capitaux constituent l'essentiel de l'imperialisme. L'élément essentiel ce sont les échanges commerciaux. Sur ce plan, la prise de pouvoir dans les ex-colonies par les colons blancs ou par les indigènes fait une énorme différence pour la métropole. Un Etat "indigène" est de loin plus exploitable commercialement que ne l'est un Etat Blanc, et ceci indépendamment du volume des échanges de part et d'autre. L'Angleterre peut vendre et acheter au Canada beaucoup plus qu'elle ne le fait avec la Tanzanie mais elle ~~exploite~~ exploite la Tanzanie alors qu'elle est exploitée par le Canada. Les deux pays étaient dans le passé des colonies de l'Angleterre. Dans l'un, ce sont les Anglais qui ont pris le pouvoir; dans l'autre, ce sont les indigènes. Le résultat est qu'aujourd'hui, le Canada est beaucoup moins anglais que la Tanzanie. De Gaulle, représentant éminent du grand capital français a vu clair au sujet de l'Algérie: si les partisans de l'Algérie française l'avaient emporté, l'Algérie aurait été aujourd'hui beaucoup moins française qu'elle ne l'est encore malgré la révolution et la guerre. Et c'est pour que l'Algérie demeure tant soit peu française qu'il a combattu l'O.A.S., exactement comme l'auraient fait Salan ou Soustelle s'ils avaient la responsabilité du pouvoir en France.

Je ne peux pas entrer dans plus de détails dans une lettre, mais cela m'intéresserait beaucoup d'avoir une conversation avec vous sur ces différents points.

Très amicalement